Le Livre blanc de la liberté des médias

Sofia, 2018

Le livre blanc de la liberté des médias a été rédigé à l'initiative de l'Union of Publishers in Bulgaria, par des journalistes et des éditeurs des publications membres.

2018

01

La situation des médias en Bulgarie

Au cours des dix dernières années, la situation du marché des médias en Bulgarie n'a cessé de se dégrader.

D'une part, le modèle économique des médias est soumis à la pression de plusieurs facteurs internes et externes au marché qui le rendent de moins en moins attractif.

D'autre part, –et cela est aussi une conséquence de ce qui précède – la qualité des médias se dégrade constamment. Ce phénomène peut se mesurer à travers le non-respect des règles et des normes du journalisme international généralement reconnues, l'acception et la propagation de la désinformation (*fake news*) et une liberté d'expression de plus en plus restreinte.

Liberté des médias

La tendance de la Bulgarie à régresser dans les classements internationaux pertinents mesurant la liberté des médias et du journalisme dans le monde est préoccupante.

Selon l'édition 2017 du Classement mondial de la liberté de la presse[1] publié par l'organisation Reporters sans frontières, le pays occupe la 109e position sur 180 pays, et se place au dernier rang des États membres de l'Union européenne.

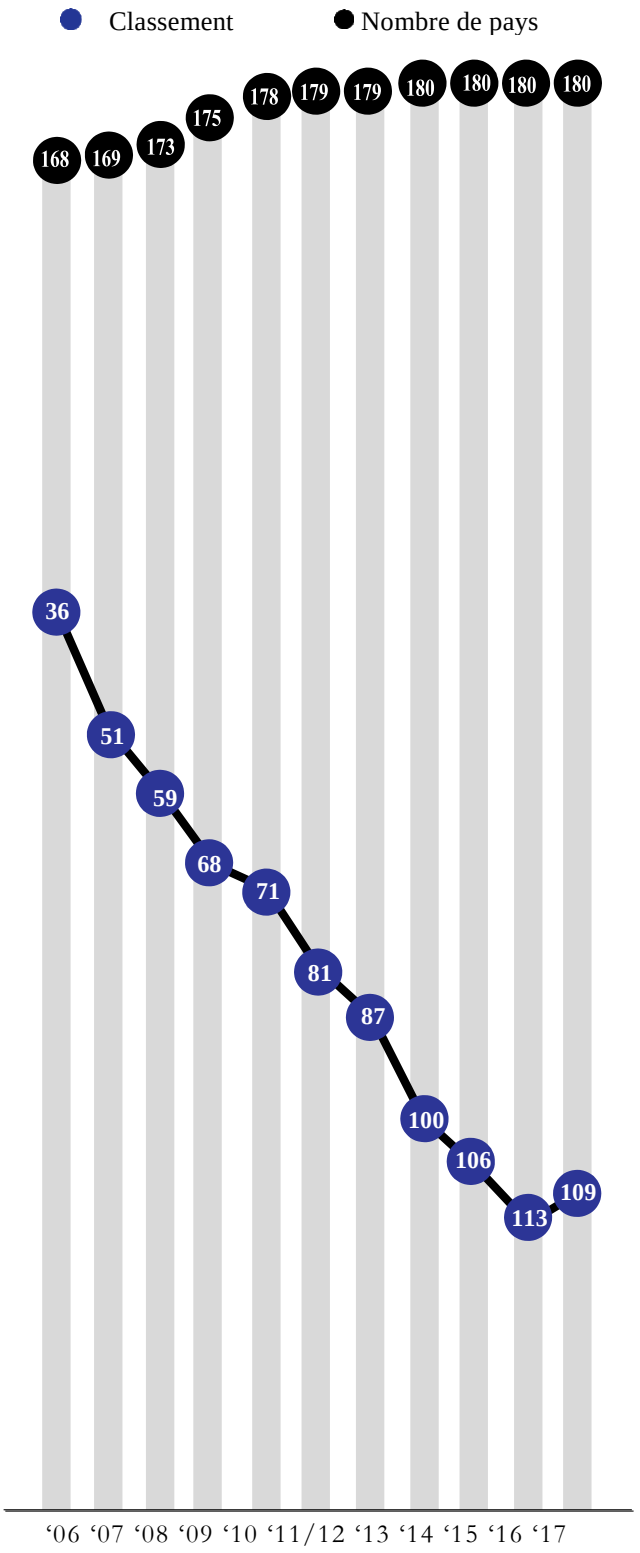
D'après ce rapport, ce recul s'explique principalement par une corruption dominante dans les médias, l'existence de liens qu'ont tissés médias, hommes politiques, oligarques et le député Delyan Peevski du Mouvement ethnique des droits et des libertés dominé par la minorité turque (MRF). À titre d'exemple, ce dernier est propriétaire de six journaux et contrôle 80 % du marché de la distribution de presse en Bulgarie par l'intermédiaire de son groupe *New Bulgarian Media Group*. L'allocation de fonds européens à certains médias qui crée une situation de dépendance et un manque de transparence constitue un autre facteur négatif.

[1] **https://rsf.org/fr/bulgarie**

Dans cette position, la Bulgarie se place à la tête des pays considérés comme « les mauvais élèves ». Seuls trois pays en font partie en Europe : la Macédoine (111e rang), la Russie (148e) et la Turquie (155e). Les pays comme Trinidad et Tobago, le Ghana, Belize, le Burkina Faso, la Mongolie, le Kirghizistan parmi d'autres sont loin devant la Bulgarie.
Par comparaison, en 2006, la Bulgarie occupait le 36e rang sur 168 pays. Le recul manifeste qu'a connu ce pays en une décennie traduit l'effondrement de la confiance du public dans les médias (cf. graphique).

Au cours d'un voyage en Bulgarie en 2012, la Commissaire de l'UE en charge du numérique, Neelie Kroes a abordé la question en ces termes : « Le cas de la Bulgarie semble inquiétant »[2]. Et d'ajouter : « Lorsque nous parlons de liberté des médias, dans le sens de la défense des valeurs fondamentales, ce principe ne va pas dans de soi tous les pays de l'UE, c'est pourquoi nous devons nous battre pour la défendre ».

Effondrement de la Bulgarie dans le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières



2 **http://www.bghelsinki.org/bg/novini/bg/single/evrokomisar-neli-krus-situaciyata-s-mediite-v-blgariya-e-trevozhna/**

D'autres observateurs internationaux confirment également cette tendance négative. Dans l'édition 2017 de son rapport sur la liberté des médias, l'ONG Freedom House[3] attribuait la note de 42 sur 100 à la Bulgarie (0 point correspondant à une liberté des médias totale). À titre comparatif, elle obtenait 34 points en 2006, ce qui signifie qu'en l'espace de 10 ans, la situation a empiré de façon significative.

Le modèle économique des médias

Le second phénomène important auquel est confronté le marché des médias en Bulgarie réside dans son manque d'attractivité croissant d'un point de vue économique. L'avènement des nouvelles technologies a entraîné récemment un bouleversement de la logique économique. Cette évolution du marché a, dans un premier temps, détruit les modèles économiques traditionnels de la presse écrite, et touche aujourd'hui la télévision.

Grâce à Internet, les utilisateurs ont désormais accès à l'information de manière totalement différente –via leurs téléphones et leurs tablettes. En conséquence, les entreprises s'adressent à leurs clients par le biais de nouveaux canaux et abandonnent la publicité dans la presse écrite et télévisuelle traditionnelle. Par exemple, la moitié du marché numérique mondial de la publicité est détenu par Google et Facebook[4]. Les organes de presse traditionnels doivent revoir leur modèle économique en vue de reconquérir leurs lecteurs et utilisateurs.

Au lendemain de la faillite de Lehman Brothers en 2008, la crise et la conjoncture économique ont provoqué un nouveau bouleversement du marché des médias. Ce n'est qu'aujourd'hui, dix ans plus tard, que l'on voit l'Europe se remettre sur pied. À la suite de la crise, les investissements ont chuté, la consommation s'est effondrée, les banques du monde entier se sont retrouvées dans une situation difficile. Ce sont les pays périphériques comme la Bulgarie qui ont été le plus durement touchés.

En raison de sa nature cyclique, le marché des médias a été en toute logique l'un des secteurs les plus affectés. Ces deux facteurs objectifs ont contribué à rendre le marché des médias bulgares peu attractif auprès des investisseurs stratégiques ou financiers internationaux et bulgares. Un changement significatif des propriétaires du marché des médias bulgares s'en est suivi, accompagné du retrait de la majorité des investisseurs étrangers.

> En 2010, la société allemande *German Westdeutsche Allgemeine Zeitung* a vendu le plus grand groupe d'édition bulgare à un groupement d'investisseurs dont la majorité était de nationalité bulgare.

> En 2011, le groupe de presse suédois *Bonnier* a vendu le journal *Pari* au plus grand groupe de presse économique, Economedia.

> En 2013, le groupe suédois *Sanoma Magazines International* s'est retiré du marché après plusieurs années de difficulté économique. Le groupe a vendu son activité média en ligne, regroupée sous le portail *Net Info*, qui appartenait à Radosvet Radev – propriétaire de la première radio privée de Bulgarie, *Darik*. Le marché de la presse magazine, notamment Cosmopolitan, ELLE, Harper's Bazaar, Men's Health, National Geographic, Blyasak, est resté aux

[3] **https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2017/bulgaria**

[4] **https://www.reuters.com/article/us-alphabet-facebook-analysis/google-facebook-show-power-of-ad-duopoly-as-rivals-stumble-idUSKBN1AD1ZY**

mains des partenaires bulgares de *Sanoma* - Krasimir et Dimitar Drumev.

Le marché des médias électroniques connaît le même scénario

> Fin 2011, le groupe *ProSieben* qui détient les stations de radio *SBS* en Bulgarie (*Veselina Radio, Vitosha, Magic FM Radio* et la chaîne *TV Voice*) s'est retiré du marché.

> Fin 2012, l'entreprise *American Emm Communications* a vendu les stations de radio *FM +, Radio Fresh* et *Star FM* au média bulgare *Bulgarian Reflex Media*, qui était jusqu'à présent inconnu sur le marché des médias.

La tendance se poursuit encore aujourd'hui. Pour des raisons stratégiques similaires, les deux plus grandes chaînes de télévision privées sont actuellement en vente : *bTV* (*BTV Media Group*, qui fait partie du groupe *Central European Media Enterprises*) a dû être vendu à la suite d'une décision de l'organisme américain de réglementation des monopoles, entérinée en raison de la fusion d'*AT&*T et de *Time Warner*.

Le propriétaire de *Nova TV*, le groupe *Swedish Modern Times Group* (*MTG*), a annoncé qu'il abandonnait le marché traditionnel de la télévision pour se recentrer sur son activité plateformes numériques et des applications de sport électronique, jeux en ligne et réseaux vidéo.

Parallèlement au retrait des investisseurs étrangers, on constate le glissement du marché vers des éditeurs détenteurs de capitaux bulgares. On a pu observer l'arrivée sur le marché de propriétaires motivés par des considérations politiques qui voient dans les médias un outil d'impact, de contrôle et d'influence de l'opinion, contrairement aux investisseurs préoccupés par les résultats économiques des médias.

Au cours des dix dernières années, nous avons assisté à une concentration dangereuse des médias entre les mains d'un groupe d'influence réunis autour du député Delyan Peevski du parti MRF.

Les médias qu'il contrôle ne suivent pas les principes du marché, mais s'appuient sur des leviers artificiels, dans le but de protéger les intérêts parallèles de leurs propriétaires.

Les médias servent les intérêts de leurs propriétaires pour étendre leur influence, vaincre leurs adversaires, maintenir le statu quo politique, influencer l'opinion publique jusqu'à lui imposer une réalité totalement biaisée. Ce phénomène constitue l'une des raisons principales à l'origine de la crise de confiance dans les médias en Bulgarie, également relayée par la recherche.

02

Qui est Delyan Peevski ?

Au début de l'année 2016, le journal allemand *Der Spiegel* publiait un article intitulé « Le politicien bulgare Peevski : l'iceberg de la corruption »[5]. L'article fait référence à Deylan Peevski comme l'un des personnages les plus controversés de la scène publique en Bulgarie. D'après ses détracteurs, il a atteint des sommets dans la sphère politique à l'âge de 35 ans par le biais de la corruption et des liens avec les réseaux criminels.

En tant que secrétaire parlementaire du ministère des Transports, Delyan Peevski, né en 1980, est, à l'âge de 21 ans, le plus jeune membre d'un cabinet politique. C'est ainsi qu'il intègre le conseil d'administration du port public de Varna. Il semblerait que Delyan Peevski ait suivi des études de Droit, mais les informations sur l'université qu'il a fréquentée sont contradictoires.

Il poursuit sa carrière en occupant des fonctions importantes au sein d'institutions publiques, qu'il obtient via l'appui de son réseau politique. Delyan Peevski est inspecteur de police (même s'il n'a pas l'expérience requise), et ministre adjoint des Catastrophes et accidents, où il est responsable de la réserve nationale.

Destitué de ses fonctions pour des scandales politiques et de corruption graves, il reprend après un certain temps son poste d'inspecteur, puis de ministre adjoint.

[5] **http://www.spiegel.de/politik/ausland/bulgarien-dps-abgeordneter-deljan-peevski-sorgt-fuer-kontroverse-a-1074203.html**

Après 2009, Delyan Peevski est élu député pour le MRF. En 2013, il est élu par l'Assemblée nationale en qualité de responsable de la SANS (l'Agence d'État pour la sécurité nationale) – une décision qui provoque le mécontentement de l'opinion et des manifestations de masse qui dureront plus d'un an.

Durant la période qui a suivi 2007, la famille de Delyan Peevski commence à cumuler des actifs, en achetant des médias dans un premier temps, puis des entreprises clés de l'économie bulgare.

Ces transactions sont le fruit de son partenariat avec le banquier Tsvetan Vasilev, qui est à l'époque actionnaire majoritaire de la quatrième plus grande banque – la *Corporate Commercial Bank* (CCB).

Delyan Peevski n'apparaît pas comme propriétaire direct des sociétés acquises. Dans la plupart des cas, c'est sa mère, Irena Krasteva qui en est propriétaire. Les sociétés ont été acquises grâce à des prêts de la CCB.

En 2014, le partenariat Peevski-Vasilev se désintègre, entraînant la faillite de la banque à la suite d'une action orchestrée par les médias de Peevski et le Bureau du procureur, et se traduisant par un retrait massif d'argent et une perte de liquidité.

À la suite de la faillite de la CCB, la plupart des actifs, notamment les médias, acquis grâce aux emprunts, demeurent sous le contrôle de Delyan Peevski. Son empire englobe notamment le plus gros distributeur de produits électroniques, Technomarket dont le chiffre d'affaires atteint 150 millions d'euros par an, le fabricant de tabac Bulgartabac, plusieurs entreprises de construction, des sociétés immobilières.

Pendant toutes ces années, Delyan Peevski s'emploie à tisser tout un réseau de dépendances dans le secteur judiciaire, grâce à différents leviers : son pouvoir politique, l'influence des médias et le soutien financier de la CCB. L'actuel procureur général Sotir Tsatsarov fait partie des relations qu'il a nouées. Ce dernier n'a eu de cesse de servir les intérêts du député du MRF et de faire face à ses prétendus opposants par le biais des institutions qu'il dirige.

Le groupe de médias du député du MRF Delyan Peevski

Delyan Peevski commence à construire son empire médiatique dès 2007, avec le rachat des journaux *Monitor*, *Telegraph* et *Politika* à l'ancien homme de presse, Petyo Blaskov. Ces organes de presse étaient aux prises avec de graves difficultés financières et étaient à la recherche d'un repreneur depuis longtemps. C'est la société nouvellement constituée *New Bulgarian Media Group Holding* (NBMG), détenue par la mère de Delyan Peevski, Irena Krasteva, qui les rachète. La transaction est financée par la CCB.

Au cours des premières années, Delyan Peevski n'apparaît pas comme propriétaire, même s'il dirige la politique éditoriale et l'activité du groupe. Quelques années après, en 2014, le député parle de « mes médias » pour faire référence aux journaux, et un an plus tard, sa mère lui cède 50 % des parts. Il révèle ainsi ses desseins au grand jour.

Petit à petit, Delyan Peevski construit un empire médiatique en s'associant au banquier Tsvetan Vasilev dont il bénéficie du soutien financier. Il étend progressivement son empire en rachetant journaux, chaînes de télévision, portails

d'information, agences de distribution, un éditeur, une infrastructure de diffusion de télévision numérique et un institut de sondage nationaux et régionaux.

La famille rachète des distributeurs de presse écrite et contrôle aujourd'hui plus de 80 % du marché de la distribution. On évalue modestement à plus de 256 millions d'euros ses investissements réalisés dans les médias au cours d'une période allant de 7 à 8 ans.

Le groupe a investi 153,3 millions d'euros uniquement dans TV7, et les journaux en ont absorbé 61,3 millions. 40,9 millions d'euros supplémentaires ont servi à financer la construction d'un éditeur à Sofia grâce à un emprunt de la banque qui dépassait 51 millions d'euros, intérêts compris.

Deux ans après la faillite de la banque, Delyan Peevski fait racheter l'éditeur par l'une de ses sociétés lors d'une vente publique sous contrôle d'un huissier de justice pour la somme de 2,2 millions d'euros. Si l'on examine la situation de plus près et que l'on calcule le montant consacré à l'acquisition de NURTS (gamme d'antennes pour la diffusion de signaux de radio-TV de couverture nationale) et les fonds nécessaires au financement des intérêts des emprunts, les investissements dans les médias devraient atteindre environ 400 millions d'euros à la date d'aujourd'hui.

Lorsqu'aucun propriétaire direct n'est désigné, Delyan Peevski étend son influence à travers la diffusion de l'information, l'attribution de crédit par la CCB ou la participation tacite à la politique éditoriale et la domination qu'il y exerce. Cet ascendant est parfaitement illustré par les sujets publiés et les arguments existants dans les médias prétendument indépendants qui reprennent le ton employé par *Monitor* et *Telegraph*.

Entre 2007 et 2012, Delyan Peevski commence à acquérir les sociétés de diffusion de presse écrite. Il devient propriétaire à la fois de l'Agence de diffusion nationale et de plus petites entreprises de diffusion régionales. L'activité est essentiellement regroupée au sein de deux sociétés qui ont reçu des financements par la CCB : *Carne M* et *VIP Properties*. Plus tard, le fabricant de tabac Bulgartabac - *Tabak Market* est intégré au groupe (les deux entreprises sont sous le contrôle de Delyan Peevski).

Tabak Market dépose une demande[6] auprès de la Commission pour la protection de la concurrence (CPC) pour avoir l'autorisation d'acquérir huit distributeurs de presse écrite. Cette transaction revêtait une importance particulière, car elle permettait de concentrer au sein d'une seule entreprise des activités de vente de cigarettes, d'une part, et de diffusion de presse écrite, d'autre part.

À ce stade, Delyan Peevski reçoit un soutien solide de l'État sans se soucier de l'avis de la CPC. L'organisme de réglementation qui n'a pas constaté de connexion entre Delyan Peevski et l'acheteur et les vendeurs – alors que l'existence de relation aurait pu être facilement établie – autorise la transaction. L'inaction de la CPC a permis en réalité d'installer une situation de monopole totale sur le marché de la presse écrite.

Au cours des années qui suivent, le réseau *Tabak Market* (désigné sous le nom *Lafka*) se développe à travers le pays avec le soutien des institutions, au niveau local cette fois. L'affaire de Blagoevgrad illustre parfaitement la tactique employée, même si

[6] **http://reg.cpc.bg/Decision.aspx?DecID=300038294**

elle peut s'appliquer à des dizaines d'autres lieux à travers le pays.

Tabak Market soumet à l'examen de la municipalité une offre de financement pour installer des kiosques de vente de journaux et de cigarettes dans la ville. Le maire, membre du parti GERB, auquel appartient le Premier ministre Boyko Borisov, soumet le projet à discussion en conseil municipal qui vote en sa faveur. Les sites sont installés sans qu'aucun appel d'offre ou concours se soit organisé. Ils sont situés dans des emplacements stratégiques en centre-ville, dans des quartiers résidentiels, aux arrêts des transports publics et à quelques mètres de points de vente existants. L'affaire provoque un tollé chez les autres grossistes qui ont participé à des appels d'offres pour l'aménagement des sites, mais cela n'a rien changé.

De la même façon, dans des dizaines d'autres villes, les conseils municipaux permettent à *Lafka* d'acquérir des terrains intéressants sans mise en concurrence et à des tarifs préférentiels. Aujourd'hui, la chaîne compte plus de 1 000 points de vente dans 130 villes et villages.

L'arrivée de Delyan Peevski sur le marché des médias en Bulgarie conduit à la scission du marché en 2012, date à laquelle se crée une seconde coalition d'éditeurs – la *Bulgaria Media Union*. Une année auparavant, certains médias avaient quitté la seule organisation du secteur qui existait à l'époque, l'*Union of Publishers in Bulgaria*. Les médias sous le contrôle de Delyan Peevsk rejoignent la nouvelle coalition et ce dernier devient lui-même président de la nouvelle organisation.

Ainsi, on a pu voir se dessiner clairement la scission du marché, avec d'un côté les médias dans le giron du député du MRF et de l'autre ceux qui font valoir leur indépendance. Dans les années qui suivent, les éditeurs et les journalistes de l'*Union of Publishers en Bulgarie* sont soumis à des pressions systématiques.

La véritable motivation qui guide Delyan Peevski à investir dans les médias va au-delà des intérêts que l'on peut retirer traditionnellement en tant qu'éditeur. Les médias sont un moyen efficace de faire passer certains sujets sur le devant de la scène, d'éliminer ses opposants, de servir les intérêts individuels d'un candidat ou de contrôler les informations à destination du public. Ils servent la cause d'un affairisme politique.

Exemples à l'appui

En 2009, se sont tenues des élections parlementaires en Bulgarie. Les sondages montraient que, Boyko Borisov, maire de Sofia à l'époque et qui brigue aujourd'hui son troisième mandat de Premier ministre, était en passe de gagner les élections. À l'époque, ce dernier était un adversaire du groupe de la CCB et de Delyan Peevski.

Pendant plusieurs mois, les médias contrôlés par Delyan Peevski ont mené une campagne de dénigrement à l'encontre du parti GERB et de son chef – Boyko Borisov. Le niveau est tombé si bas que l'homme politique a même été comparé à une citrouille. Au lendemain des élections, les médias ont brusquement changé de point de vue et ont commencé à faire l'éloge de toutes les actions du nouveau Premier ministre Boyko Borisov, après avoir passé un accord avec lui.

On peut citer également en exemple le positionnement des médias de Delyan Peevski au cours du printemps 2014, quand il s'est avéré qu'un conflit sérieux l'opposait à son associé, Tsvetan Vasilev. Le député a mis à profit tous ses outils de communication pour attaquer la banque et

son ancien associé Tsvetan Vasilev, qu'il accusa de vider les comptes bancaires, de commettre un vol et de tentative de meurtre.

Ces médias ont engendré un tel climat de tension et de panique dans l'opinion que la banque a sombré en quelques jours. À l'époque, les réseaux d'influence de la CCB au sein de l'État se sont tournés vers le député du deputy du MRF Delyan Peevski.

Le « modèle CCB »

Les médias qui font partie de la zone d'influence de Delyan Peevski sont un élément clé d'un modèle connu comme le Modèle #Who ou le modèle CCB. Un système puissant de trafic d'influence s'est développé autour de la CCB et sert les intérêts de ceux qui sont actuellement au pouvoir.

De part leur puissance médiatique et le financement d'un certain nombre d'initiatives dans des secteurs non bancaires (notamment les partis politiques)[7], le propriétaire de la banque, Tsvetan Vasilev et son partenaire de l'époque Delyan Peevski ont considérablement renforcé leur influence auprès du parti au pouvoir et de l'opposition et des leaders d'opinion indépendants. Au lieu de s'opposer à ce modèle, l'État l'a encouragé en effectuant d'importants dépôts bancaires issus d'entreprises publiques auprès de la CCB. Le tout, dans un contexte de crise financière mondiale lorsque tous les autres banques et investisseurs disposaient de ressources limitées.

Ce modèle a engendré une reproduction continue du pouvoir politique et de la main mise sur des actifs économiques clés, le Conseil supérieur de la magistrature, le Bureau du procureur, les institutions indépendantes et les organismes de réglementation.

Ainsi, les autorités de contrôle bancaire de la Banque centrale et la Commission de contrôle financier ont fermé les yeux sur les pratiques douteuses de la CCB, comme l'octroi de crédit à des proches. Puis en 2014, les initiatives dans des secteurs non bancaires de la CCB l'ont conduite à déposer le bilan. Le coût direct de la faillite est estimé à plus de 5 % du PIB bulgare.

L'État sous contrôle

Après la faillite de la CCB et la chute du gouvernement de Plamen Oresharski qui a suivi, les tentatives de prise de contrôle totale de l'État, puis la nouvelle spoliation des actifs de la CCB se sont poursuivies.

La participation du Bloc réformiste au sein du gouvernement « Borisov 2 » a empêché la subordination totale des organes de l'État. Ce bloc était constitué de partis et de responsables politiques qui ont affirmé leur indépendance par rapport aux intérêts du groupe de soutien à Delyan Peevski. Ce dernier a fini par infléchir sa position et apporter son soutien, via son groupe de médias, au gouvernement dirigé par Boyko Borisov du parti GERB.

Au cours des trois années qui ont suivi (de 2014 à 2017), une vaste campagne a été menée conjointement par les médias contrôlés par Delyan Peevski, le Bureau du procureur et Boyko Borisov en vue de diviser la communauté démocratique et de discréditer ses responsables politiques.

À la suite de cette vaste campagne, plus aucun représentant politique des partis démocratiques ne siégeait au parlement, et environ 20 % de la population de Sofia et d'autres grandes villes du pays n'avait plus

[7] www.ktbfiles.com

de représentant politique à l'Assemblée nationale.

La victoire du parti GERB et des nationalistes aux élections parlementaires de 2017 et la formation du cabinet « Borisov 3 » avec le soutien tacite du MRF, ont ouvert la voie à une privatisation totale des institutions publiques.

Ce contexte a contribué à la consolidation du modèle unique « Peevski » qui rassemble les intérêts politiques et personnels des responsables de plusieurs groupements autour du cabinet « Borisov 3 ». Il détient déjà 2/3 des voix au parlement et exerce une forte influence sur le seul parti d'opposition représenté – le BSP (parti socialiste bulgare).

Un certain nombre de nouveaux dispositifs a été mis en place en vue de limiter les droits fondamentaux en matière de propriété et droits civils, sous couvert de lutte contre la corruption.

Les principaux dispositifs destinés à prendre l'État bulgare en otage sont décrits ci-après.

Proférer de fausses accusations pour nuire à la réputation de tiers

Avant les élections présidentielles de 2016 et les élections parlementaires de 2017, des dizaines de chefs d'accusation pour motif politique ont été portés par le Bureau du procureur à l'encontre de dirigeants pro-occidentaux et pro-Union européenne, notamment l'ancien ministre des Affraires étrangères Daniel Mitov, son adjoint Hristo Angelichin, le candidat présidentiel et ancien ministre de l'Économie Traycho Traykov, l'ancien vice-Premier ministre Simeon Dyankov, l'ancien ministre de la Défense Nikolay Nenchev, l'ancien ministre de la Santé Petar Moskov, le député Grozdan Karadzhov et beaucoup d'autres.

Les trois personnalités citées en dernier sont issues du Bloc réformiste – le parti qui s'est créé pour s'opposer au statu quo politique et à la corruption. Toutes les poursuites judiciaires engagées à leur encontre ont été relayées haut et fort dans les médias de Delyan Peevski.

L'absence de charges constitue un autre dispositif tout aussi préjudiciable que les mises en examen par le parquet de personnalités publiques susceptibles de gêner le modèle « Peevski ». Très souvent les enquêtes préliminaires et les menaces d'accusation suffisent à placer les institutions clés, les parlementaires, les décideurs et les médias dans une situation de dépendance. Ainsi, l'action du parquet a une influence sur les activités opérationnelles d'un certain nombre d'organismes de réglementation et institutions indépendants, notamment sur l'activité législative du parlement.

Confiscation civile

En 2012, le gouvernement a adopté une nouvelle législation, instaurant la loi dite de confiscation civile – un dispositif qui permet de confisquer au suspect concerné les biens illégalement acquis, même en l'absence d'un jugement définitif.

Il s'agit là d'un dispositif extrêmement puissant et radical en accord avec les principes d'intérêt public et de droits de l'homme, comme en témoignent les débats sur le sujet dans les autres pays où la loi est passée[8].

Afin de défendre les intérêts de la population, il est impératif que les organismes chargés de l'application des lois dans le pays respectent les garanties internationales en matière d'indépendance, d'impartialité et de professionnalisme.

[8] https://rm.coe.int/16806eeeba

Cela fait des années que la Commission européenne met en garde[9] sur la difficulté des autorités judiciaires à défendre l'État de droit en Bulgarie. Ainsi, les dispositifs puissants comme la confiscation civile sont devenus un moyen d'attaquer les individus gênants pour le gouvernement jusqu'à leur complète élimination du marché.

De plus, la législation bulgare va à l'encontre de la directive 2014/42 / EC adoptée le 3 avril 2014 par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sur le gel et la confiscation des instruments et produits des infractions au sein de l'Union européenne[10].

Cette directive stipule que les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour permettre la confiscation, de tout ou partie des instruments et des produits provenant d'infractions ou de biens dont la valeur correspond à ces produits, sous réserve d'une décision définitive du tribunal correctionnel, y compris à l'issue d'une procédure par contumace. Ladite directive autorise la confiscation des biens sans condamnation, uniquement en cas de fuite du suspect.

En Bulgarie, la procédure d'inspection de la situation patrimoniale n'est entamée qu'après la mise en examen par le procureur, celle-ci n'étant soumise à aucun contrôle judiciaire. La vérification qui consiste à mettre en adéquation les revenus et les actifs repose sur une méthodologie non publiée qui n'a jamais fait l'objet d'un audit externe.

En conséquence, l'autorité habilitée – la Commission chargée de la confiscation des biens acquis illégalement (CFUAP, *Commission for Forfeiture of Unlawfully Acquired Property*) a la possibilité de rendre des conclusions non fondées, basées sur des considérations politiques, qui n'engagent pas la responsabilité statutaire des membres de la commission.

La procédure n'est pas divulguée (elle est engagée sans la participation du suscept faisant l'objet du contrôle) tant qu'une demande de mesure de précaution n'a pas été déposée auprès du tribunal. L'instauration de mesures de sécurité obligatoires sur les biens (saisies) par le tribunal de première instance ne fait l'objet de pratiquement aucune vérification judiciaire, étant donné que le tribunal ne dispose que de 24 heures pour prendre connaissance des éléments du dossier constitués de milliers de pages dans la majorité des cas.

Après l'instauration obligatoire des mesures de sécurité, la Commission dispose de trois mois pour déposer une demande de saisie des biens. Les poursuites devant le tribunal de première instance durent souvent plusieurs années et les mesures de sécurité imposées restent en vigueur pendant toute la durée de la procédure.

Ces pouvoirs exceptionnels sont accordés à la commission au motif qu'elle doit se munir d'un dispositif efficace pour saisir les actifs acquis par les malfaiteurs. Cependant, au cours des quatre dernières années, très peu de cas se sont présentés. Cela est dû au fait que la commission est subordonnée aux activités du Bureau du procureur et au manque de pertinence de la méthodologie lui permettant d'appliquer deux poids, deux mesures.

Les changements législatifs exercent des pressions sur le tribunal et limitent les droits fondamentaux

[9] **https://ec.europa.eu/info/strategy/justice-and-fundamental-rights/effective-justice/rule-law/assistance-bulgaria-and-romania-under-cvm/reports-progress-bulgaria-and-romania_en**

[10] **http://eur-lex.europa.eu/legal-content/BG/TXT/?uri=CELEX%3A32014L0042**

Le troisième gouvernement Borisov a lancé une réforme législative majeure, intitulée « lutter contre la corruption ». Elle comprend des modifications de la procédure pénale, de la législation relative à la lutte contre la corruption et de la structure des autorités judiciaires.

La création d'un organe unifié de lutte contre la corruption incluant la CFUAP, est utilisé comme prétexte pour étendre les pouvoirs de la commission. Ainsi, par exemple, les contrôles fiscaux et les décisions judiciaires censurant le fonctionnement de la CFUAP n'auront pas de valeur contraignante pour l'agence de lutte contre la corruption, qui sera donc au-dessus de la loi. [11].

Par la suite, au cours de l'été 2017, des modifications de la procédure pénale de grande ampleur, adoptées sans débat public, limitaient les droits des prévenus et renforçaient les pouvoirs du parquet. Par exemple, une détention « automatique » a été instaurée pour des individus inculpés en leur absence.

Autre modification adoptée : la possibilité de poursuivre la procédure en l'absence de l'avocat (même s'il fournit des raisons valides), mais jamais en l'absence du procureur. La procédure qui permettait au prévenu de demander que l'affaire soit portée devant le tribunal après expiration d'un certain délai une fois l'inculpation prononcée, a également été supprimée.

Certaines de ces modifications ont été portées devant la Cour constitutionnelle par l'Ordre des avocats[12] et la Cour de cassation[13].

Une autre modification concernant la loi sur le pouvoir judiciaire (*Judiciary Power Act*), qui a également été adoptée sans débat public, offre la possibilité au parquet de révoquer des juges pour une durée indéfinie sans que la décision soit préalablement soumise à un contrôle judiciaire.

La loi stipule qu'un juge, procureur ou enquêteur doit être automatiquement révoqué s'il est accusé d'infraction pénale. Le Bureau du procureur a les pleins pouvoirs pour déterminer les suspects à inculper et sa décision n'est soumise à un aucun contrôle du tribunal.

À la suite des modifications significatives apportées au chapitre 26 dans la pratique, à l'exception des règles de prescription d'ordre public, la limitation de la période au-delà de laquelle un suspect peut être inculpé n'est plus garantie, ce qui signifie que le procureur peut révoquer les juges pendant plusieurs années. La Commission de Venise et le Conseil de l'Europe ont critiqué cette modification[14], ce qui a entraîné sa révocation partielle. Le mécanisme de révocation des juges demeure toutefois en vigueur, mais uniquement s'ils sont coupables d'infractions liées à leur profession.

Au cours de l'été 2017, le gouvernement a adopté une autre modification majeure liée au renvoi d'affaires impliquant un large éventail de hauts fonctionnaires devant une juridiction pénale spécialisée, qui jusqu'à présent était compétente pour statuer sur les affaires de crime organisé et de terrorisme.

Aucun argument fondé ne justifie ce changement, dans la mesure où la Cour de Cassation[15], après avoir procédé à une

[11] **http://www.parliament.bg/bills/44/754-04-179.pdf**

[12] **http://www.vas.bg/bg/a/visshiyat-advokatski-svet-na-osnovanie-chl-150-al-4-ot- konstitutsiyata-na-republika-blgariya-sezira-konstitutsionniya-sd-na-republika-blgariya-s- dve-iskaniya-za-ustanovyavane-na-protivokonstitutsionnost-na-slednite-razpredbi-ot- normativni-aktove**

[13] **http://vks.bg/vks_p02_0441.htm**

[14] **http://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD(2017)018-e**

[15] **http://vks.bg/Docs/analiz_spec_sud_2012-2015.pdf**

analyse des juridictions spécialisées, a remis en question leur efficacité et leur qualité.

Le changement législatif qui a entraîné le renvoi des affaires devant une juridiction spécialisée s'est accompagné d'autres modifications relatives à la rémunération des juges (sans équivalent dans les autres juridictions et basée sur la discrétion du greffier en chef) et au processus de leur nomination (qui n'est pas basée sur des concours mais décidée par d'autres juridictions, toujours à la discrétion du président de la juridiction).

En raison de tous ces changements, la juridiction spécialisée s'est transformée en un tribunal extraordinaire. Cette situation a amené la Cour de cassation à contester les modifications devant la Cour constitutionnelle.

Hégémonie du procureur général sur les autres autorités

Tous ces changements ont un élément en commun : ils s'accordent parfaitement et exclusivement avec la vision du procureur général sur les réformes. Cependant, aucune demande n'a été soumise au corps législatif visant à mettre en place des mécanismes de contrôle et d'établissement des responsabilités à l'encontre du procureur général. L'absence de tels mécanismes engendre des problèmes récurrents dans :

> l'analyse technique indépendante du modèle structurel et fonctionnel du Bureau du procureur de Bulgarie, préparée par un groupe de procureurs d'autres pays membres de l'UE[16] ;

> les rapports de la Commission européenne préparée au sein du mécanisme pour la Coopération et la vérification, notamment dans le dernier rapport paru en novembre 2017[17] ;

> l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme prononcé dans l'affaire Kolevi contre la Bulgarie[18], comme l'a souligné la Commission de Venise[19].

Les changements mis en œuvre l'année dernière, combinés au problème systémique toujours en cours avec le parquet, à savoir l'inviolabilité du procureur général, son mandat de longue durée, l'absence de responsabilité et les contrôles judiciaires très limités sur les actions du procureur pendant la phase de l'enquête, ont contribué à donner au procureur général un pouvoir extrêmement important et à affirmer son hégémonie sur les autres autorités.

Élimination des contrôles sur les écoutes téléphoniques

À la suite de l'arrêt prononcé par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire « Association pour l'intégration européenne et les droits de l'homme et Ekimdzhiev c. Bulgarie[20] », la Bulgarie doit créer un organe indépendant pour surveiller la mise en place et l'utilisation de moyens de renseignements spéciaux. Ce bureau de contrôle des moyens de renseignements spéciaux, suite au dépôt de plaintes par les citoyens, pourra surveiller l'intégralité du processus de demande, d'autorisation et de mise en place d'écoute téléphonique, de mise sous surveillance et autres méthodes de violation de la vie privée des citoyens. Ce bureau a été fermé en 2010 et rouvert en 2013.

16 http://www.mjs.bg/Files/Executive%20Summary%20Final%20Report%20BG%2015122016.pdf

17 https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/comm-2017-700_en.pdf

18 http://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD(2017)018-e

19 http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-95607

20 http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-81323

Après sa réouverture, le bureau a commencé à travailler activement à identifier de centaines de cas de violations portant atteinte aux droits des citoyens, commis par les services de sécurité et les tribunaux dans l'exercice de leur fonction. Des hommes politiques, magistrats, ainsi que journalistes – selon le président du Bureau Bokyo Rashkov – sont parmi les individus mis illégalement sur écoute.

Les conclusions du Bureau et sa position ont généré un climat de tension entre ses membres d'une part et les services de sécurité et les procureurs, d'autre part.

La situation s'est détériorée à tel point qu'après l'intervention du Bureau du procureur en juillet 2017, le vice-président du Bureau Georgi Gatev s'est vu refuser l'accès à des informations classées confidentielles, puis notifié sa destitution de facto.

À ce sujet, l'Ordre du barreau a publié une déclaration critique envers le Bureau du procureur, comparant ses actions « à une forme d'ingérence disproportionnée exercée auprès des instances du barreau ».

Les attaques se sont poursuivies, et début décembre, le président de la Commission de contrôle des moyens de renseignements spéciaux, Boyko Rashkov a transmis au parlement des données extrêmement gênantes faisant état de mises sur écoute illégales massives de parlementaires, magistrats et journalistes par le Bureau du procureur et les services secrets.

Ce mode de collecte illégale d'informations sensibles ainsi que les fuites coordonnées de ces données dans les médias contrôlés par Delyan Peevski jouent un rôle essentiel dans la pression exercée sur le parti d'opposition politique et les médias indépendants. ●

03

Pression systématique sur les médias indépendants

Ce système de pression et de répression a été largement utilisé auprès des principaux membres de l'*Union of Publishers in Bulgaria*, et d'autres médias indépendants et journalistes d'investigation de premier plan.

Pression sur Economedia et Ivo Prokopiev

Au cours de la période 2009-2013, les organes de presse écrite d'Economedia – le journal hebdomadaire *Capital* et le portail d'information *Dnevnik* ont publié une série d'articles écrits par des journalistes d'investigation sur l'émergence du modèle CCB, le nombre important de comptes d'entreprises publiques à la banque, le financement et l'acquisition de médias grâce aux emprunts contractés auprès de la banque, les prêts accordés à des tiers proches, autant de pratiques qui mettent en péril l'argent des épargnants.

Les investigations qu'ont menées à terme *Capital* et *Dnevnik* ont été entièrement confirmées en 2014, lorsque la banque a fait faillite et que les contrôleurs de gestion ont constaté que les prêts à des tiers proches représentaient 84 % du portefeuille de crédits. La reprise escomptée à la suite du dépôt de bilan était inférieure à 10 % des actifs.

Les enquêtes sur les systèmes de corruption concernant la CCB ont suscité une série d'actions hostiles à l'encontre d'*Economedia*, de l'un de ses éditeurs Ivo Prokopiev et de journalistes de premier plan au sein du groupe de médias.

Juste après la première enquête menée en 2009, les médias de Peevski ont lancé une campagne de dénigrement massive à l'encontre d'Ivo Prokopiev et des publications d'*Economedia*. Plus de 1 000

articles, applications et livres ont été publiés. La campagne se poursuit encore aujourd'hui proférant les mêmes fausses allégations, malgré le grand nombre de procès pour diffamation et délit (12 au total) qu'a remporté Ivo Prokopiev contre les publications de Delyan Peevski.

Quelques années plus tard, en 2013, l'État a participé activement à la campagne à l'encontre d'E*conomedia*. Les premières vagues d'attaques qui ont été lancées pendant le mandat de Plamen Oresharski, ont fait subir une pression extrême à bon nombre d'institutions gouvernementales : contrôle fiscal, enquêtes du procureur et de la police, pénalités imposées par l'organisme de la réglementation financière ou la Commission pour la protection de la concurrence, etc.

Une prise de contrôle hostile d'*Economedia* a été organisée en tentant d'accélérer l'octroi d'un prêt bancaire, mais l'intervention rapide du tribunal et le remboursement anticipé du prêt ont écarté le danger.

La seconde offensive du gouvernement à l'encontre du groupe de médias a commencé au début de l'année 2017, après l'inculpation d'Ivo Prokopiev par le Bureau du procureur. L'homme d'affaires a été accusé d'avoir incité le vice-Premier ministre de l'époque et ministre des Finances Simeon Dyankov à commettre une infraction deux ans plus tard en vendant des participations minoritaires publiques en bourse. Cette accusation faisait suite à sa déclaration publique sur les mesures requises pour surmonter la crise financière qu'il a prononcée au Conseil national pour la coopération tripartite (NCTC) en 2009, en qualité de représentant des employeurs.

À deux reprises, le tribunal, statuant que l'inculpation était irrecevable pour être renvoyée devant le tribunal en raison de graves vices de procédure et des incohérences qu'elle contenait, l'affaire a été renvoyée au procureur. Ce dernier a cependant continué les poursuites avec le même réquisitoire et l'affaire est actuellement portée devant le tribunal spécialisé.

Le réel objectif de cette fausse accusation est de déclencher une inspection par la Commission chargée de la confiscation des biens acquis illégalement (CFUAP).

En violation flagrante du droit, sans tenir compte de la décision définitive du tribunal et en outrepassant ses prérogatives, sous la pression du Bureau du procureur, la CFUAP a engagé des poursuites en novembre 2017 à l'encontre d'Ivo Prokopiev et de sa famille. En conséquence, la totalité de sa société qui détient la majorité des parts d'*Economedia* et d'autres titres boursiers, ont été saisis. Ces mesures ont été contestées devant le tribunal. Le directeur de la CFUAP a été personnellement nommé par le Premier ministre Boyko Borisov.

Les contrôles permanents, les attaques et saisies institutionnelles ont rendu le fonctionnement normal d'*Economedia* quasi impossible.

Ivo Prokopiev est un chef d'entreprise et un personnage public renommé en Bulgarie. Le groupe d'entreprises qu'il dirige est un investisseur de premier plan dans les énergies renouvelables, la technologie numérique et les services financiers.

Ivo Prokopiev a participé activement à la transition démocratique et à l'économie de marché. Il a occupé plusieurs postes dans la fonction publique, notamment celui de premier président de la Confédération des employeurs et industriels (CEIBG, *Confederation of Employers and Industrialists*) entre 2006 et 2010 dès la création de l'organisation et après la fusion

des associations des employeurs bulgares et des investisseurs étrangers en 2006.

L'associé d'Ivo Prokopiev à *Economedia* est Teodor Zahov, président de l'*Union des Publishers in Bulgaria*. Ce dernier est également un chef d'entreprise renommé en Bulgarie dans les secteurs des technologies de l'information et de l'immobilier et un personnage public. Il a occupé plusieurs postes dans la fonction publique, notamment président de la *Bulgarian Association of Information Technologies* (BAIT).

Ces dernières années, deux autres propriétaires de médias indépendants du gouvernement ont été soumis à des pressions de la part des autorités judiciaires, par le biais de fausses accusations formulées par le procureur, d'enquêtes et de campagnes de diffamation régulièrement reprises dans la presse à sensation de Delyan Peevski.

Pression exercée sur Ognyan Donev et le « Club Z »

En 2011, Ognyan Donev a financé l'achat du *Media Group Bulgaria Holding* par l'intermédiaire de la société de Lyubomir Pavlov, Hristo Grozev et d'autres actionnaires. Le groupe éditait, à l'époque, les deux quotidiens politiques les plus influents, avec les plus gros tirages (le *Trud* et le *24 Hours*), ainsi que l'hebdomadaire *168 Hours*, et bien d'autres publications. Le vendeur était le groupe allemand *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*.

Plus tard, il est apparu clairement que le duo Tsvetan Vasilev/Delyan Peevski avait également des visées sur le rachat du groupe. Ils ont tenté de racheter le groupe à la fois directement et par le biais d'intermédiaires. Les médias de Delyan Peevski et la télévision de Tsvetan Vasilev se sont mis à lancer quotidiennement des attaques virulentes à l'encontre d'Ognyan Donev et de Lyubomir Pavlov.

En 2012, Ognyan Donev et Lyubomir Pavlov ont été accusés de blanchiment d'argent à travers la vente d'actions et de falsification de documents, d'après des informations transmises par l'associé de Lyubomir Pavlov, Hristo Grozev. Tsvetan Vasilev a reconnu, plus tard, qu'il avait payé Hristo Grozev afin qu'il conteste le transfert de propriété des journaux.

Au même moment, Ognyan Donev s'est vu inculpé d'un autre chef d'accusation : fraude fiscale dans la vente d'actions d'une société pharmaceutique. Il s'agissait de transactions provenant d'actions cotées en bourses en 2006 qui, d'après l'administration fiscale, n'avaient fait l'objet d'aucune plainte et dont toutes les taxes avaient été dûment acquittées.

En intervenant ainsi, le Bureau du procureur n'aspirait qu'à un objectif majeur : encourager le changement de propriétaire des journaux, en d'autres termes obliger les propriétaires à vendre le groupe de médias. Les fonctionnaires au sein du gouvernement ont parfaitement conscience de cette « manœuvre ».

Peu après l'ouverture des dossiers, le changement de propriétaire dans la participation de groupe de médias s'est amorcé. L'affaire a été conclue après l'abandon des poursuites pénales engagées à l'encontre d'Ognyan Donev et de Lyubomir Pavlov pour blanchiment d'argent. Elles ont pris fin en mars 2013 après que le Bureau du procureur a reconnu l'absence de preuve dans cette affaire. L'affaire de fraude fiscale est actuellement instruite en première instance devant le tribunal municipal de Sofia.

Pendant toute cette période, les médias de Delyan Peevski et Tsvetan Vasilev n'ont cessé de proférer des attaques quotidiennes à l'encontre d'Ognyan Donev, en divulguant de fausses accusations liées à ses activités de président-directeur général et copropriétaire de la plus grosse société pharmaceutique bulgare, *Sopharma*.

En mars 2014, Ognyan Donev s'est lancé dans la publication du média *Club Z*, décliné sous la forme d'un magazine et d'un portail d'information. Dès leur parution, ils ont fait l'objet d'attaques proférées par le procureur et procureur général dans des déclarations publiques. Quelques mois auparavant, lors d'une réunion du Conseil supérieur de la magistrature, le Procureur général Sotir Tsatsarov avait demandé aux administrateurs s'il était vraiment judicieux de donner des interviews à un « média appartenant à un inculpé ». Il a même demandé aux membres du Conseil supérieur de la magistrature de ne pas s'adresser à ces médias.

Ces attaques perpétuelles sont encore une fois relayées par les publications de l'entourage de Delyan Peevski, qui soutiennent toutes les plaintes déposées par le parquet. Ognyan Donev est accusé de défendre ses intérêts à travers ses propres médias, alors que son magazine et son site internet n'incluent aucun contenu sur de l'activité principale de l'éditeur.

Le point de vue critique des deux organes de presse *Club Z* à l'encontre de l'activité du Bureau du procureur, du procureur général et du Conseil supérieur de la magistrature, du gouvernement et du parti au pouvoir explique en partie les attaques dont est victime Ognyan Donev. Cette position a néanmoins toujours été conforme à la ligne éditoriale du journaliste.

Une autre raison qui explique la virulence des détracteurs est leur profonde conviction que leurs attaques manquent de fondement et qu'ils doivent ainsi sensibiliser l'opinion publique et faire pression sur le tribunal.

Les accusations du parquet encouragées par le « réseau Peevski », ne nuisent pas uniquement à l'image d'Ognyan Donev. Elles sont perpétrées sans prêter attention aux dommages infligés à une société anonyme qui compte des milliers d'actionnaires et d'employés. Cela fait des années que le Bureau du procureur enquête sur une transaction qui a été réalisée il y a dix ans. Pendant tout ce temps, il a publiquement assimilé les termes « suspect », « accusé » et « criminel », à l'encontre de tous les principes du droit.

Ognyan Donev est l'un des chefs d'entreprise et investisseurs les plus importants de Bulgarie. Il est président-directeur général et copropriétaire de la plus grande société pharmaceutique de Bulgarie, *Sopharmaz*. Il investit également dans un certain nombre de sociétés et il a occupé plusieurs fonctions dans le public, notamment président de la Confédération des employeurs et des industriels, l'une des organisations patronales les plus influentes du pays, vice-président de la chambre de commerce germano-bulgare. Il a été récompensé par la fondation *Atanas Burov* pour la gestion industrielle, et a remporté le titre « Monsieur économie » en 2016. Sa société a toujours été un exemple en matière de bonne gouvernance des entreprises.

Pression exercée sur le journal *Sega* et son éditeur Sasho Donchev

Propriétaire depuis 20 ans de la plus grosse entreprise de distribution de gaz naturel en Bulgarie *Overgas*, Sasho Donchev subit des pressions constantes de la part du pouvoir exécutif et du parquet en raison de la

publication d'articles critiques dans son journal *Sega* (a remporté des prix internationaux pour un journalisme de qualité et indépendant) et des caricatures de Hristo Komarnitski (lauréat de plusieurs récompenses internationales pour ses caricatures).

Ces attaques sont encouragées par l'ensemble du pouvoir répressif de l'État : autorités fiscales, procureurs, police et organismes de réglementation. Elles n'ont, toutefois, pas permis d'obtenir de résultats concrets : aucune violation du droit n'a pu être constatée après vérification, toutes les enquêtes sont abandonnées en raison de l'absence de preuve.

On peut citer l'exemple du procureur général Nikola Filchev qui a envoyé la police antiterroriste et les procureurs au bureau de la société *Overgas* en 2004 dans le cadre d'une intervention spéculative. Officiellement, le Bureau du procureur ukrainien devait enquêter sur deux sociétés ukrainiennes qui avaient été en contact avec *Overgas*. Mais officieusement, Nikola Filchev avait été irrité par un commentaire critique paru dans le journal sous la forme d'un collage humoristique.

Trois ans plus tard, l'enquête était abandonnée en l'absence de motifs fondés. Dix plus tard, Nikola Filchev lui-même reconnaissait dans une interview que la demande du Bureau du procureur ukrainien n'avait été soumise dans le respect de la procédure et n'était pas conforme aux lois en vigueur en Bulgarie, laissant la procédure classée sans suite.

Fin 2008, l'Agence nationale des revenus a initié un audit complet de la société *Overgas Inc.* sur la période allant de 2003 à 2007. Cette décision est survenue après une série de publications critiques à l'encontre du gouvernement de coalition entre les partis BSP et MRF.

Aucune irrégularité n'a été constatée à l'encontre de *Overgas Inc.*, mais l'Agence nationale des revenus a refusé de reconnaître le coût des publicités publiées dans le journal Sega par la société, ce qui a fait augmenter la hauteur de l'impôt à payer au journal. L'affaire a été portée devant les tribunaux, et en 2013 Overgas Inc. a remporté le procès devant toutes les juridictions.

En 2009, le président de l'époque Georgi Parvanov s'était adressé directement à son homologue russe Vladimir Poutine au cours d'une visite de travail à Moscou pour lui demander de faire pression sur la société *Gazprom* afin qu'elle mette un terme à son partenariat avec *Overgas*, en raison de financements que la société bulgare avait accordés au journal malgré sa position critique envers le gouvernement.

Le représentant du MRF au gouvernement Delyan Peevski, qui entretenait d'étroites relations avec Georgi Parvanov et qui a permis sa réélection pour un deuxième mandat, était particulièrement contrarié.

En cause, l'insistance du journal *Sega* pour que les autorités compétentes vérifient l'origine des ressources financières du responsable Ahmed Dogan et de l'ancienne directrice de la loterie nationale Irena Krasteva et de son fils Delyan Peevski. Ces fonds servaient à faire leur marché à la recherche de « lots de médias » pour les besoins du MRF. Georgi Parvanov était si sûr de gagner qu'un de ses proches conseillers s'est publiquement vanté : « Nous avons procédé à la fermeture du journal *Sega* ».

Boyko Borisov avait exprimé ouvertement son insatisfaction à l'égard du journal *Sega* au cours de ses deux mandats de Premier ministre. Il n'accordait pas un interview sans qu'il ne se plaigne des caricatures dont il

était le sujet principal et des articles critiques à l'égard de son gouvernement. Mais, les actions de Boyko Borisov ne se limitaient pas à de simples agressions verbales.

En 2015, quelques jours après que le Premier ministre se soit plaint ouvertement des commentaires de *Sega* concernant le blocage des réformes clé dans le pays par les partis GERB et MRF, l'Agence nationale des revenus a entrepris un audit complet de la société qui édite le journal sur les cinq dernières années. Au terme de l'audit, aucune irrégularité n'a été constatée.

Boyko Borisov a œuvré activement pour reprendre la société de l'éditeur de *Sega* Sasho Donchev, en attaquant le partenariat qu'elle avait conclu avec *Gazprom*, exactement comme ses prédécesseurs. *Gazprom* a fini par résilier son contrat avec *Overgas* de manière unilatérale et illégale.

Le Premier ministre n'a pas manqué de se féliciter de sa prouesse : « Ces médias, qui sont utilisés comme matraques par les intermédiaires du secteur du gaz, et qui ont perdu des centaines de millions par an à la suite des mesures que j'ai prises, manipulent l'opinion publique. J'ai évoqué à plusieurs reprises l'exemple du journal Sega. Une fois que nous avons supprimé les intermédiaires. Il y a trois intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement en gaz et leur sponsor principal occupe la première place dans le journal : « Overgas ». Juste après être intervenu, le journal ne parlait que de nous de la première à la dernière page, y compris dans les caricatures ».

En janvier 2017, l'éditeur de *Sega*, Sasho Donchev et son entreprise *Overgas* ont fait l'objet d'une enquête par le parquet pour haute trahison, suite à un signalement envoyé au procureur général Sotir Tsatsarov. Le signalement reprenait des informations connues du grand public concernant une plainte envoyée en 2011 par Sasho Donchev à la Commission européenne pour abus de position dominante par *Bulgargaz* et *Bulgartransgas* sur le marché bulgare, ce qui a conduit la Commission européenne à entamer des poursuites à l'encontre de la Bulgarie.

En mars dernier, au cours d'une réunion à laquelle Sasho Donchev était invité par un médiateur à rencontrer le procureur général Sotir Tsatsarov, ce dernier a laissé entendre que le chef d'entreprise pourrait s'exposer à de graves problèmes si le journal *Sega* conservait sa position critique sur la réforme judiciaire et les actions du parquet. À cette occasion, Sotir Tsatsarov a également demandé à Sasho Donchev d'user de son influence à l'encontre de la chaîne de télévision BIT et de cesser de soutenir le parti « Oui, Bulgarie ! », qui est également critique envers le parquet. Sasho Donchev n'avait aucun lien avec ces deux derniers acteurs.

La déclaration de Sasho Donchev sur cette rencontre et les revendications de Sotir Tsatsarov, dans laquelle il a appelé à surveiller et à enquêter sur le procureur général pour avoir exercé des pressions abusives sur les entreprises et les médias, a suscité un immense scandale dans l'opinion publique. Le Conseil supérieur de la magistrature et le corps d'inspection référant a cependant rejeté la demande d'un contrôle.

En avril 2017, à la suite d'un signalement lancé à l'encontre de Sasho Donchev, le Bureau du procureur a engagé des poursuites à l'encontre de fonctionnaires de la Commission de régulation de l'énergie et des eaux (CNREE) pour des infractions commises dans l'exercice de leur fonction. L'enquête devait établir si les membres de la CNREE avaient contrôlé la mise en œuvre des éléments clés des programmes à l'attention des entreprises de distribution de gaz, selon les responsabilités qui leur avaient été assignées, et si les

investissements réels de ces entreprises correspondaient aux investissements déclarés et validés par la CNREE.

La société *Overgas* fait partie des plus gros contribuables, investisseurs et sponsors de Bulgarie et a reçu plusieurs prix à l'échelle nationale et de l'Union européenne. Sasho Donchev est le président de l'Association industrielle bulgare (BIA) qui représente la Bulgarie at BusinessEurope[21].

Pressions exercées sur les journalistes de médias indépendants

Il est monnaie courante de voir que des journalistes appartenant à des médias d'opposition qui osent critiquer le gouvernement, le statu quo et le modèle créé autour de Delyan Peevski, soient victimes de pressions tendancieuses. Elles peuvent prendre la forme d'enquêtes, de poursuites judiciaires ou de campagnes de diffamation dans les journaux à scandale détenus par Delyan Peevski.

Le site indépendant *Bivol* est un exemple caractéristique de ces pratiques. Il s'agit d'un des médias les plus réputés pour le journalisme d'investigation, connu pour ses articles qui se positionnent courageusement contre la corruption et la mafia.

Le site a publié une série d'articles révélant les combines de vente de cigarettes fabriquées par *Bulgartabac* et destinées à passer en contrebande au Moyen-Orient. Les propriétaires de *Bulgartabac* sont dissimulés derrière des sociétés offshore, mais font partie de l'entourage de Delyan Peevski. Le site a appelé à plusieurs reprises à ce que l'identité des véritables propriétaires de la société soit révélée.

Bivol est financé uniquement par la publicité, les donations et des partenaires à l'origine d'initiatives de réputation internationale, telles que le projet de dénonciation du crime organisé et de la corruption (*Organized Crime and Corruption Reporting Project)*[22]. En raison des révélations qui paraissent depuis des années sur le site, les institutions publiques[23] ont tenté à plusieurs reprises de faire pression sur son éditeur Asen Yordanov et sur le rédacteur en chef Atanas Chobanov, et les représentants de la criminalité ont proféré des menaces[24].
Atanas Chobanov et Asen Yordanov font tous deux constamment l'objet de campagnes calomnieuses dans les médias détenus par Delyan Peevski[25].

En 2015, le parquet a tenté de saisir les serveurs du site basés à l'étranger, en ayant recours aux mécanismes d'assistance juridique internationaux[26].

En mars 2017, l'ensemble des biens d'Asen Yordanov a été saisi par l'Agence nationale des revenus. Selon l'éditeur, la municipalité de Bourgas, dont le maire a souvent fait l'objet d'enquêtes menées par *Bivol*[27] en aurait fait la demande.

L'Agence nationale des revenus, par exemple, est un organisme qui applique souvent deux poids, deux mesures en fonction des médias. Des audits sont presque toujours commandités à l'encontre d'éditeurs de médias indépendants ou de détracteurs du gouvernement. Alors que

21 **https://www.businesseurope.eu/members/bulgarian-industrial-association-union-bulgarian-business-bia**
22 **https://www.occrp.org/en**
23 **https://rsf.org/fr/actualites/secteur-bancaire-en-danger-lettre-ouverte-aux-parlementaires-bulgares**
24 **] https://rsf.org/fr/actualites/un-journaliste-dinvestigation-bulgare-victime-de-menaces-persistantes-pour-ses-enquetes-sur-des**
25 **https://bivol.bg/en/reporters-without-borders-and-network-for-free-speech-condemn-smear-campaign-against-bivol.html**
26 **http://www.capital.bg/politika_i_ikonomika/bulgaria/2017/10/13/3058946_asen_iordanov_useshtam_zarodisha_na_neturpimostta_v**
27 **http://www.bitelevision.com/asen-jordanov-zaporirali-sa-mi-vsichko-po-iskane-na-marionetkata-na-borisov-v-burgas/**

certains médias ont accumulé un passif auprès de la l'Agence nationale des revenus pendant des années sans encourir aucune sanction. L'agence est devenue aujourd'hui un instrument de pression vis-à-vis des acteurs gênants et un moyen de contrôler et influencer le contenu des médias aux prises avec des difficultés financières.

Les journalistes d'*Economedia* sont également la cible d'attaques fréquentes de la part des différentes institutions. En 2014, le site *Dnevnik*, qui fait partie du groupe *Economedia*, a publié un bref communiqué indiquant que le président de la Commission de contrôle financier Stoyan Mavrodiev avait été convoqué comme témoin dans le procès intenté à l'encontre d'Evelin Banev-Brendo pour blanchiment d'argent de la drogue.

Par la suite, *Capital* a publié un long article à partir d'informations issues du dossier de l'affaire, révélant que Stoyan Mavrodiev avait accès, en qualité d'avocat, à des documents authentifiés relatifs au blanchiment d'argent.

Ces révélations ont donné lieu à une vaste campagne dirigée contre le groupe *Economedia* et contre les journalistes à titre individuel des organes de presse écrite au sein du groupe.

> La Commission de contrôle financier dirigée par Stoyan Mavrodiev a publié près de 100 sanctions pénales à l'encontre du coéditeur de *Capital* Ivo Prokopiev, ainsi que de ses sociétés et de leurs directeurs.

> À la suite de la parution de deux publications dans *Capital*, la Commission de contrôle financier a infligé à *Economedia* deux amendes d'un montant record de 76 693 euros. Les dernières actions ont fait réagir plusieurs institutions internationales, dont, entre autres, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)[28], le département d'État américain[29] (l'équivalent du ministère des Affaires étrangères), le Conseil de l'Europe[30] et Reporters sans frontières[31].

> Après s'être vu imposé de lourdes amendes, les journalistes de *Capital* Desislava Nikolova et Rosen Bosev et la PDG Galya Prokopieva ont rendu l'affaire publique dans différents médias. Stoyan Mavrodiev les a poursuivis en diffamation.

Au même moment, le journaliste Rosen Bosev, dont le travail portait sur les activités du parquet, a personnellement fait l'objet d'attaques de la part du procureur général Sotir Tsatsarov, à travers diverses déclarations. Ce dernier a adressé des attaques similaires à l'encontre d'autres journalistes qui s'étaient également montrés critiques sur ses activités, notamment Lora Fileva du portail d'information *Dnevnik* et Sylvia Velikova de la radio *BNR*. Les déclarations de Sortir Tsatsarov sont souvent suivies de campagnes de diffamation à l'encontre de journalistes qu'il dénonce, dans les médias de Delyan Peevski.

Le Bureau du procureur a eu recours à différents stratagèmes pour s'opposer à Yovo Nikolov, un autre journaliste d'investigation d'*Economedia*, qui avait enquêté sur les constructions illégales du littoral de la mer Noire. Outre un contrôle fiscal et des campagnes de diffamation dans les médias détenus par Peevski, le journaliste a vu le permis de construire de sa maison attaqué par le parquet dans une

[28] **http://www.osce.org/fom/139001**

[29] **https://www.state.gov/documents/organization/265616.pdf**

[30] **https://www.coe.int/ru/web/commissioner/-/bulgaria-progress-needed-to-better-protect-children-improve-media-freedom-and-uphold-the-human-rights-of-migrants**

[31] **https://rsf.org/en/news/authorities-ramp-pressure-media-over-banking-disclosure**

bataille juridique éprouvante qui a duré plus dix ans.

On peut citer également en exemple la bande dessinée « Pras Press » publiée par les dessinateurs Kristo Komarnitski, Chavdar Nikolov et Chavdar Georgiev et le journaliste Ivan Bakalov, dont les principaux personnages sont souvent le Premier ministre Boyko Borisov, le procureur général Sotir Tsatsarov et Delyan Peevski. Dès sa toute première parution en mars 2017, le journal a été censuré.

Les principaux distributeurs sous l'influence de Delyan Peevski ont refusé de vendre le journal et ont dissimulé son existence sur le marché. C'était aux éditeurs d'organiser sa distribution dans des points de vente non traditionnels, comme les cafés, galeries et librairies et via des supports en ligne.

Campagnes de diffamation à l'encontre des journalistes

Selon le rapport annuel 2016[32] sur l'état des médias en Bulgarie publié par l'ONG Freedom House, les journalistes, critiques envers le gouvernement sont soumis à de nouvelles formes de pression, comme le dénigrement de leur vie privée par la presse à sensation et les contenus diffamatoires.

Le discrédit qui touche les présentateurs de télévision des émissions les plus populaires sur les chaînes nationales est particulièrement significatif. Dans une interview pour le site *Dnevnik*[33], le présentateur de *Nova TV*, Viktor Nikolaev a révélé qu'il suffisait qu'il pose des questions critiques à ses invités pour aussitôt faire l'objet de campagnes de diffamation.

Ces campagnes sont souvent dirigées à l'encontre d'hommes politiques. L'exemple le plus probant est celui de l'eurodéputé Nikolay Barekov. Malgré les conclusions du parquet selon lesquelles il avait bénéficié de financements irréguliers provenant de la CCB, il n'a pas été mis en examen, et s'est trouvé par conséquent dans une situation de dépendance évidente.

Durant l'été 2017, Nikolay Barekov a déposé des signalements[34] auprès du Bureau du procureur et de l'administration fiscale à l'encontre des présentateurs TV les plus populaires. Les faits qui portaient sur la situation patrimoniale des journalistes étaient présentés de manière tendancieuse. À la suite de ces plaintes, les autorités ont procédé à des contrôles, cela peut être apparenté à une forme de harcèlement institutionnel. À ces plaintes est venue s'ajouter une campagne de diffamation dans les médias de Delyan Peevski.

Dans le cadre de ces campagnes, l'une des présentatrices de *Nova TV*, Ana Tsolova, s'est vue déprogrammée sans raison apparente, et a été informée qu'elle démarrerait une nouvelle émission. À ce jour, elle n'est toujours pas réapparue à l'antenne.

En octobre 2017 deux politiciens appartenant à la coalition au pouvoir, le député Anton Todorov et le vice-Premier ministre Valeri Simeonov ont proféré des menaces à l'antenne à l'encontre de Viktor Nikolaev en raison des questions critiques qu'il avait posées. Face aux vives réactions qu'a provoquées son intervention, Anton

32 **https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2016/bulgaria**

33 **https://m.dnevnik.bg/intervju/2017/05/24/2976659_anna_colova_i_viktor_nikolaev_polagat_se_neprekusnati/**

34 **http://www.aej-bulgaria.org/bul/p.php?post=8531**

Todorov a renoncé mais Valeri Simeonov a poursuivi ses attaques.

Viktor Nikolaev est ses collègues rattachés à une autre chaîne de télévision nationale sont souvent surveillés par des équipes qui semblent avoir un lien avec les médias de Delyan Peevski. Car immédiatement après qu'un invité faisant preuve d'une opinion critique envers le gouvernement fasse son apparition à l'antenne, les sites à sensation commencent à poster des photos et des détails sur la vie privée des présentateurs TV.

Campagnes organisées à l'encontre des médias régionaux

La pression exercée sur les médias bulgares est surtout visible au niveau local, où les médias fonctionnent avec des ressources très limitées et dans un environnement hostile. Les seules publications qui peuvent se prévaloir d'une situation confortable sont celles qui travaillent avec les autorités locales ou les oligarques [35].

Zov News - Vratsa est un portail d'information régional situé dans le nord-ouest du pays, la région la plus pauvre de Bulgarie et de l'Union européenne. Ce site est reconnu, car il conserve son indépendance et se bat pour la liberté d'expression malgré le contexte difficile dans lequel il exerce son activité.

Après avoir publié une série de documents critiques en 2015, le média a été sanctionné par la Commission de contrôle financier qui lui a infligé une amende dix fois supérieure au budget annuel de la publication. La sanction a été révoquée par le tribunal.

Récemment, *Zov News* a de nouveau été en butte à des attaques après les révélations d'un témoin prévoyant le meurtre de l'éditeur Georgi Ezekiev. À l'origine, une enquête menée en collaboration par *Zov News* et *Bivol* sur un groupe engagé dans le trafic et la distribution de drogue, impliquant des officiers de police. Selon les deux médias, les autorités locales seraient à la tête de ces projets criminels, et l'une des personnes concernées a révélé devant la caméra que Georgi Ezekiev allait être éliminé. À cette occasion, l'organisation Reporters sans frontières[36] et cinq forces politiques non parlementaires [37] ont publié un communiqué en soutien à l'éditeur et ont appelé les autorités à intervenir.

À la suite de l'intervention du président de l'organisation internationale « l'Association des journalistes européens » [38], la CDCOC a entrepris d'enquêter activement sur ces menaces.

En novembre 2017, la journaliste régionale du site internet *Belezhnik*, Yuliana Velcheva a révélé l'existence d'un conflit d'intérêts dans la mise en œuvre d'un projet porté par la municipalité de Dobrich. Peu de temps après, une plainte anonyme à son encontre a poussé plusieurs institutions publiques à procéder à des contrôles [39].

35 **http://www.fmd.bg/wp-content/uploads/2016/05/regional-media-in-bulgaria-_mdf_-daniel-penev.pdf**

36 **http://bnr.bg/horizont/post/100900941/reporteri-bez-granici-s-trevoga-sledim-sluchaa-s-izdatela-na-vrachanskia-sait-zov-nuz-georgi-ezekiev**

37 **https://dabulgaria.bg/razpravata-s-nezavisimite-medii-dosega-v-sofiya-veche-i-v-drugi-gradove/**

38 **http://www.aej-bulgaria.org/eng/p.php?post=2599&c=146&d=2017-11-30%2012:01:51&n=head-of-bulgarias-organized-crime-agency-discuss-threats-against-journalists**

39 **https://m.dnevnik.bg/bulgaria/2017/11/28/3086818_jurnalist_ot_dobrich_razsledval_mestnata_vlast_be/**

04

Recommandations stratégiques

En Bulgarie, les médias et journalistes indépendants sont soumis à des pressions sans précédent, une situation qui les exposent à un certain nombre de difficultés dans leur vie privée. Si les différents problèmes exposés dans le présent document ne trouvent pas de solution rapidement, la liberté des médias en Bulgarie risque de disparaître totalement.

Le recours aux poursuites judiciaires à l'initiative du procureur général Sotir Tsatsarov est au cœur du problème. Ces attaques se manifestent également à travers d'autres organismes publics, utilisés comme instrument de pression et de censure, comme moyen de répression envers les opposants politiques et les militants de la société civile, et bloquent le fonctionnement du processus démocratique dans son ensemble.

L'indépendance des médias n'est viable que si les groupes de presse sont économiquement indépendants. Une certaine liberté des médias existe actuellement en Bulgarie du fait des efforts personnels et de l'état d'esprit d'une poignée de journalistes et de patrons de médias. Cependant, ils doivent faire face à la volonté de la classe politique au pouvoir qui cherche à les anéantir économiquement, en les soumettant aux poursuites et à la pression d'autres institutions publiques. Cette situation n'est pas viable.

L'*Union of Publishers in Bulgaria* propose ici quelques suggestions qui peuvent être envisagées pour résoudre les problèmes précédemment exposés.

1. La liberté d'expression et la diversité d'opinion dans la société sont des valeurs humaines fondamentales portées par l'Europe. C'est pourquoi il est essentiel que la liberté des médias fasse partie des principaux critères qui doivent servir à déterminer la politique de l'Union européenne et la Commission européenne envers les États membres. Les pays et les gouvernements qui limitent par la force la liberté d'expression ne devraient avoir accès à aucun financement européen. En Bulgarie cette réalité est confirmée par les indices internationaux et le classement sur la liberté de la presse.

2. Les journalistes et les éditeurs ne peuvent guère compter sur la justice et sur le droit à un procès équitable, surtout dans la phase d'instruction pendant laquelle les actions des procureurs ne sont soumis à aucun contrôle judiciaire. L'*Union of Publishers in Bulgaria* exhorte l'UE à envoyer des observateurs indépendants, notamment des procureurs internationaux pour examiner l'ensemble des accusations et des enquêtes préliminaires dont font l'objet les journalistes et les éditeurs en Bulgarie.

3. D'après les tendances qui se dégagent clairement du marché mondial des médias et de la publicité, les médias ne sont pas en mesure de se doter d'un modèle économique durable, notamment sur des marchés restreints comme la Bulgarie. Dans un tel environnement, l'aide financière du gouvernement accordée uniquement aux médias qui lui sont fidèles, est un élément décisif. Comme mentionné dans le dernier rapport de Reporters sans frontières, l'affectation des budgets de communication obtenus dans le cadre de programmes européens aux seuls médias sous son influence, garantit au gouvernement une tranquillité d'esprit. « L'attribution de fonds provenant de financements de l'UE à certains médias se fait dans la plus grande opacité. Ce système encourage les médias financés à couvrir les activités du gouvernement en toute bienveillance et à dissimuler les scandales », souligne l'organisation. L'*Union of Publishers in Bulgaria* appelle la Commission européenne à demander davantage de transparence et à renforcer les contrôles sur les dépenses des budgets de communication dans le cadre des programmes de l'UE en Bulgarie.

4. Un autre élément primordial pour la défense des médias indépendants est le problème de la concentration des médias entre les mains de propriétaires, notamment dans le secteur de la distribution de la presse écrite. Malgré les nombreux signalements et les actes de concurrence déloyale, ni le gouvernement, ni l'organisme de réglementation antitrust – la Commission pour la protection de la concurrence – n'ont pris de mesure contre le monopole des médias. L'*Union of Publishers in Bulgaria* recommande à la Commission européenne de lancer une enquête internationale sur la concentration et la concurrence déloyale sur le marché des médias en Bulgarie.

5. La mise en œuvre d'un programme de « transformation des médias numériques » dans l'UE vise à apporter son soutien technologique aux médias traditionnels. En Bulgarie, les petites entreprises dans le secteur des médias et d'autres marchés similaires ne sont pas en mesure d'investir les sommes nécessaires à leur évolution technologique pour concurrencer les géants mondiaux comme Google et Facebook. Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, ce programme ne sera un succès que si les groupes de médias recherchent des financements directement auprès de Bruxelles afin d'éviter la médiation du gouvernement local. ●

Les caricatures suivantes réalisées par Christo Komarnitski et Tchavdar Nikolov sont également à l'origine de la pression exercée sur les éditeurs des journaux *Sega* et de *Prass Press*.

© Le procureur général bulgare Sotir Tsatsarov (à gauche), le Premier ministere Boyko Borisssov (au milieu) et le député et magnat de la presse, Delyan Peevski (à droite).

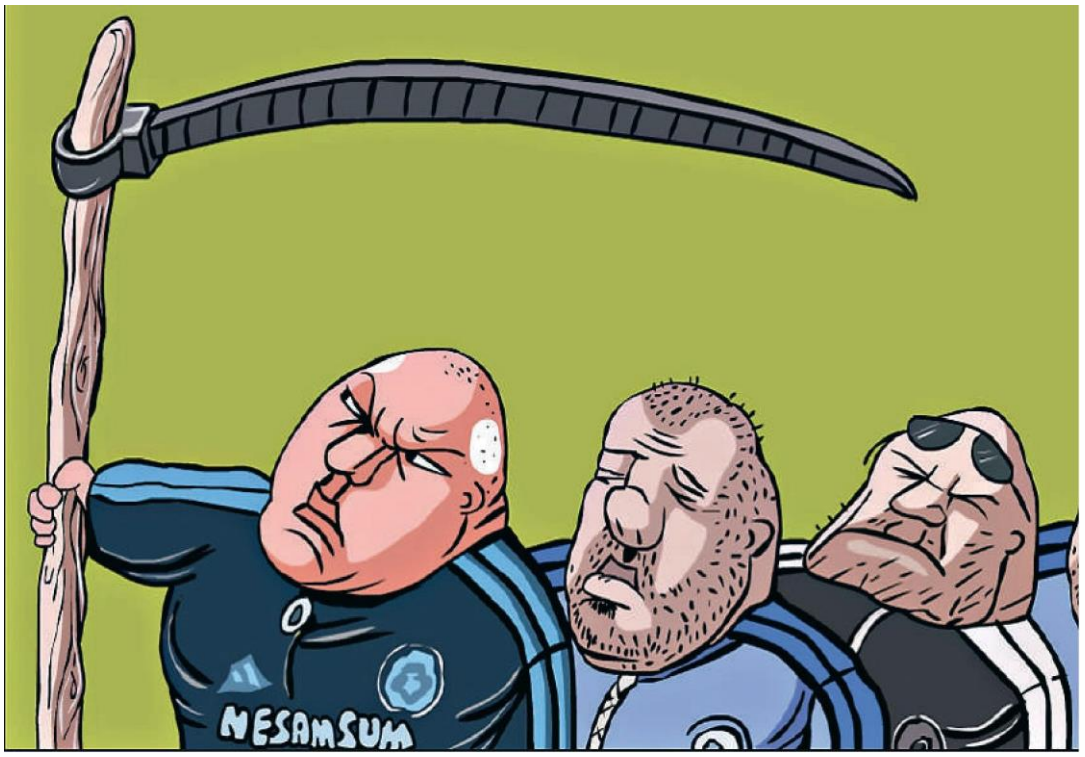
© Прас (prass) vient du terme « cochon » en Bulgare. L'expression « prass press » est un jeu de mots qui fait allusion à l'image de Delyan Peevski dans l'opinion./ *Liberté de la presse-cochon... en chute libre*

©Selon le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, en 2017 la Bulgarie occupait la 113e position sur 180 pays dans le monde et le dernier rang des pays membres de l'UE./ *Corruption (1e position), liberté d'expression (113e position). Le ministre de la Culture Rashidov s'adressant au Premier ministre Boyko Borisov : « Allons nous engouffrer dans la brèche ! »*

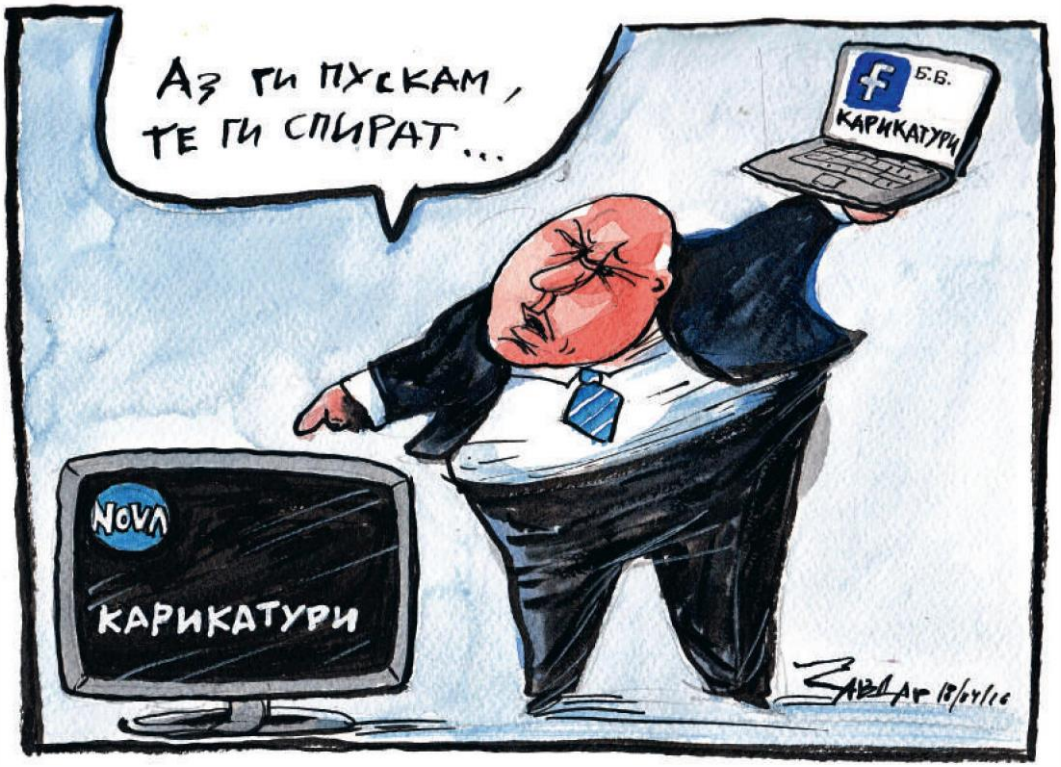
© Irena Krasteva et son fils, Delyan Peevski, tous les deux caricaturés ici, sont propriétaires d'un certain nombre de journaux, chaînes de TV, sites internet, agences de diffusion, d'une imprimerie, d'une infrastructure de diffusion numériqueTV, etc. / *Au sommet des médias en Bulgarie, Maman ! – Mon bébé !*

© La porte-parole du procureur général bulgare Sotir Tsatsarov tient une boîte de lessive entre les mains avec l'inscription « Tsatsy » (proche de Tsatsarov) pendant qu'Ivo Prokopiev, Simeon Dyankov et Ognyan Donev sont abandonnés à leur sort, suspendus à une corde à linge.

© Georgi Gergov, l'éditeur de SEGA Sasho Donchev et le procureur général Sotir Tsatsarov / *on prend un selfie !*



Cette image – qui représente le Premier ministre et l'homme connu sous le nom de *Refugee Hunter* (au milieu), fier d'arrêter les migrants à l'aide d'un câble à la seule force du poignet – est tirée d'un dessin animé réalisé par Tchavdar Nikolov. Devenu très populaire après avoir été censuré par la télévision NOVA, le dessin animé, ainsi que toutes les œuvres de l'auteur, ont été retirés de l'ensemble des chaînes. Après la censure, Tchavdar Nikolov a quitté la télévision.



Le Premier ministre Boyko Borisov et le député Delyan Peevski ainsi que les éditeurs des médias qu'ils contrôlent préparent une loi pour spolier une nouvelle fois la liberté des médias. L'inscription sur l'image fait référence à l'initiative législative de Delyan Peevski visant à « mettre fin au second pillage » de la Corporate Commercial Bank.

Le procureur général Sotir Tsatsarov et Thémis (la Titanide de la loi divine).

Sofia, 2018